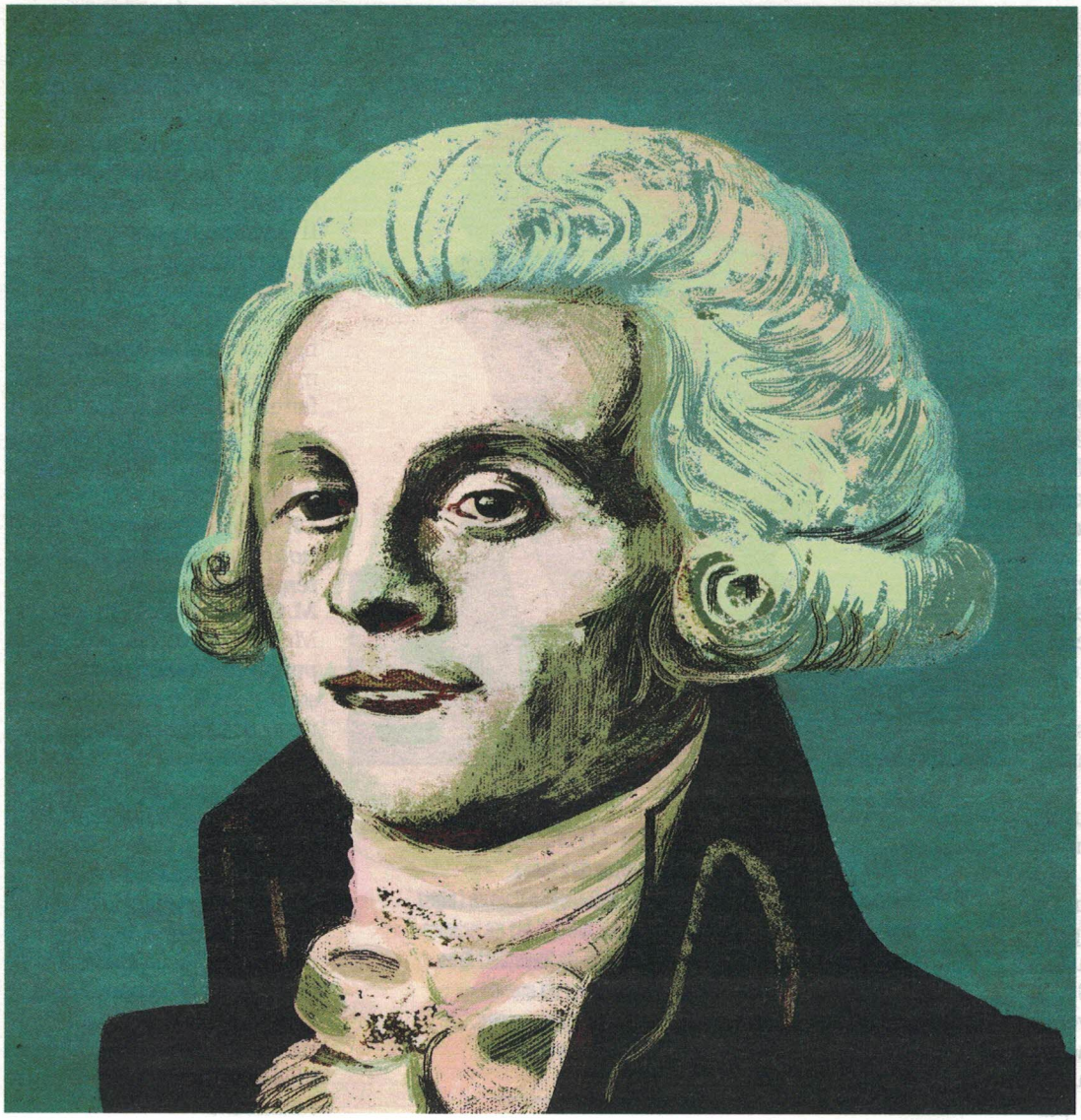


Le retour de l'Incorruptible

Le cas Robespierre divise toujours. **Marcel Gauchet**, *le penseur de la démocratie représentative, lui consacre un livre éclairant. Il en débat avec la figure de proue de la gauche radicale,* **Alain Badiou**

Propos recueillis par **CAROLE BARJON** *et* **PASCAL RICHÉ**

Homme des libertés et incarnation de la Terreur, défenseur acharné des droits de l'homme et fondateur du culte de l'Etre suprême, Robespierre suscite toujours les passions. Les communistes et La France insoumise l'adulent, les centristes et la droite l'abhorrent, et la Ville de Paris refuse de lui donner la moindre rue, signe que les socialistes le tiennent à distance. « *Cette déchirure continue de travailler parmi nous* », constate le philosophe et historien des idées Marcel Gauchet, qui consacre son dernier ouvrage à cette énigme (1). En se gardant de tout jugement moral, il s'est plongé dans ses discours pour comprendre comment la radicalité théorique de l'Incorruptible a buté sur sa traduction politique. En 2014, ➤➤

SOMMAIRE
p. 70
Sept questions sur le sort des juifs sous Vichy

BEPPE GIACOBBE POUR « L'OBS »

Marcel Gauchet, défenseur de la démocratie libérale, et le philosophe Alain Badiou, héraut de « l'hypothèse communiste », avaient déjà confronté leurs points de vue antagoniques dans « Que faire? » (2). Pour « l'Obs », ils ont accepté de poursuivre leur débat à propos de l'*« homme qui nous divise le plus »*.

MARCEL GAUCHET,
72 ans, philosophe et historien des idées, dirige la revue « le Débat ». Disciple du philosophe Claude Lefort avant de rompre avec le marxisme après 1968, il fut un proche de François Furet et revendique l'héritage de Raymond Aron. En 1985, il publie « le Désenchantement du monde » avant d'engager une vaste étude en quatre tomes, « l'Avènement de la démocratie ».

Pourquoi ce livre? Qu'apportez-vous sur Robespierre qui n'ait déjà été écrit par François Furet, Albert Soboul, Michel Vovelle, Jean-Clément Martin et bien d'autres?

Marcel Gauchet Le bicentenaire de 1989 a joué, en réalité, le rôle d'une sorte d'enterrement de la mémoire de la Révolution française – on ferme la tombe et on passe à autre chose. Un quasi-silence de trente ans a suivi. Cette longue parenthèse a eu un effet de purge. Elle nous a libérés des lectures qui s'étaient accumulées depuis le XIXe siècle. Elle a rendu possible de jeter un œil neuf sur ce qui s'est passé entre 1789 et 1799. J'ai essayé de retrouver la dimension philosophique et politique de la Révolution, qui a été recouverte ensuite par ses conséquences. Elle est avant tout une « révolution des principes ». Elle représente l'irruption de la légitimité moderne, définie par les droits de l'homme, dans la vie des sociétés. C'est là qu'est le véritable foyer de l'expérience révolutionnaire et de sa dynamique. Que cette rupture ait eu pour effet la victoire de la bourgeoisie sur les classes privilégiées de l'Ancien Régime ne signifie pas que ces principes se réduisent à l'idéologie de la nouvelle classe dominante.

La Révolution est l'expérience inaugurale et radicale du problème inhérent à cette nouvelle légitimité. D'un côté, elle pose un premier axiome : *« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. »* De l'autre, elle se donne pour tâche de le traduire en politique. Sur le papier, c'est simple, il suffit d'un autre principe : la souveraineté du peuple. En pratique, c'est autrement compliqué. Quel est le régime qui donne son expression politique adéquate aux droits de l'homme? C'est la question centrale que pose la Révolution, et personne ne l'incarne mieux que Robespierre. Il va vite s'imposer comme l'homme des droits de l'homme, celui qui saisit le plus profondément la force extraordinaire qu'ils portent. Il devient leur porte-parole le plus rigoureux et le plus intransigeant – « l'Incorruptible ». Au départ, il est la figure de l'opposant radical; la marche des événements va en faire tout autre chose. Elle le propulsera au gouvernement, où il va exercer un magistère politique inédit.

Un magistère inédit? Il est pourtant au cœur d'un système dictatorial...

M. G. Il y participe, bien sûr! Mais je ne crois pas qu'on puisse en faire un dictateur au sens rigoureux du terme. Il n'est pas taillé pour le rôle. Il est l'esprit du gouvernement révolutionnaire dans son moment le plus difficile. On attend de lui qu'il mène la Révolution à son but : l'instauration du régime de la liberté et de la souveraineté du peuple, tâche dans laquelle il échoue. Quelle est la signification de cet échec? Voilà le vrai problème que pose l'expérience révolutionnaire. Un problème toujours vivant, voire renaissant.

Vous parlez de Robespierre comme d'un « tyran qui s'ignore ». Cela suffit-il à l'exonérer de ses responsabilités?

M. G. Chercher un jugement moral biaise la perception des événements et la compréhension du phénomène politique. Je donne les éléments qui permettent au lecteur de s'en former un s'il y tient. Mais avec Robespierre et la Révolution, nous avons affaire à une tragédie historique. Y a-t-il du sens à juger les personnages d'une tragédie? Non.

Avez-vous essayé de vous mettre « dans sa tête »?

M. G. Je me suis comporté en lecteur exigeant de ce qu'il a laissé comme traces écrites. Est-ce que cette méthode permet d'entrer dans sa tête? Oui, dans une certaine mesure.

Alain Badiou, pour vous aussi, est-ce le moment de se réintéresser à ce personnage?

Alain Badiou La célébration de la Révolution, en 1989, a eu lieu dans une période d'amplification de la théorie des droits de l'homme et de l'anticom-

BEPPE GIACOBBE POUR « L'OBS »

munisme systémique. Elle a eu pour effet négatif d'enterrer la Révolution française et de l'annexer, via la période robespierriste, au totalitarisme, le fétiche négatif de l'idéologie du moment. On se raccrochait alors à des personnages inoffensifs, comme Condorcet. En réalité, ce qui était visé, c'était la Terreur : sa violence, son caractère dictatorial, la guerre génocidaire en Vendée, etc. Après une longue période de mise en enfer de Robespierre, les démocrates contemporains, dont Marcel Gauchet est un éminent représentant, tentent une réhabilitation, une réappropriation de ce dernier, afin de le réinscrire dans l'histoire de la démocratie moderne, au lieu de le bannir en tant que dictateur sanguinaire. Le livre de Marcel Gauchet est original, et je le lis avec une certaine satisfaction.

Cela vous réjouit-il ou vous dites-vous que c'est une entreprise de récupération?

A.B. Ma position est évidemment extrêmement complexe. Mais je suis très content de voir Robespierre réapparaître. Quand on l'élimine, ainsi que Saint-Just, on ne comprend plus quelle est la signification profonde de cette Révolution. Ce livre est bon, car il se débarrasse de tout a priori. Plutôt que de dire « horreur », « dictateur », il cherche à découvrir les raisons fondamentales qui ont fait de Robespierre le nom central de la Révolution. C'est un livre patient, qui suit l'itinéraire complexe d'un homme sans chercher à tirer rapidement des conclusions emphatiques.

Marcel Gauchet, qu'entendez-vous par la « double radicalité » de Robespierre?

M.G. Elle est à double détente. Il y a d'abord une radicalité qui tient à la logique des principes. En 1790 et 1791, Robespierre prend la parole plus de cent fois à l'Assemblée constituante. A chaque fois, c'est pour rappeler ses collègues au respect des principes qu'ils ont proclamés, sur les sujets les plus divers, de l'organisation de la justice aux droits de chasse. L'autre radicalité est celle du pouvoir. Au départ, il s'accommode de la monarchie, comme à peu près tout le monde. Sa politique s'inscrit dans une perspective libérale. Il déteste le pouvoir, il entend le borner, pour laisser la plus grande liberté possible aux individus. Mais une fois la monarchie renversée, la problématique change du tout au tout. Il s'agit de mettre le pouvoir du peuple à la place du pouvoir du roi. Comment l'organiser ? Et comment, pour commencer, donner des bases solides à ce régime qui doit être celui de la « vertu », c'est-à-dire le sacrifice des intérêts privés à l'intérêt général ? C'est sur ce terrain que se joue son échec.

A.B. Tout à fait d'accord avec cette lecture. Le second Robespierre, à partir de 1792, va être amené vers des affaires douteuses. Je pense notamment à l'élimination symétrique des deux factions *[les Enragés, dirigés par Hébert, et les Indulgents, menés par Danton, NDLR]*. C'est l'anticipation de quelque chose qui aura une très longue histoire. Car le chemin véritable de l'émancipation a toujours des adversaires à droite et des adversaires à l'extrême gauche. La question du bilan de Robespierre est compliquée. Le premier Robespierre est sympathique pour tout le monde...

M.G. Devrait être...

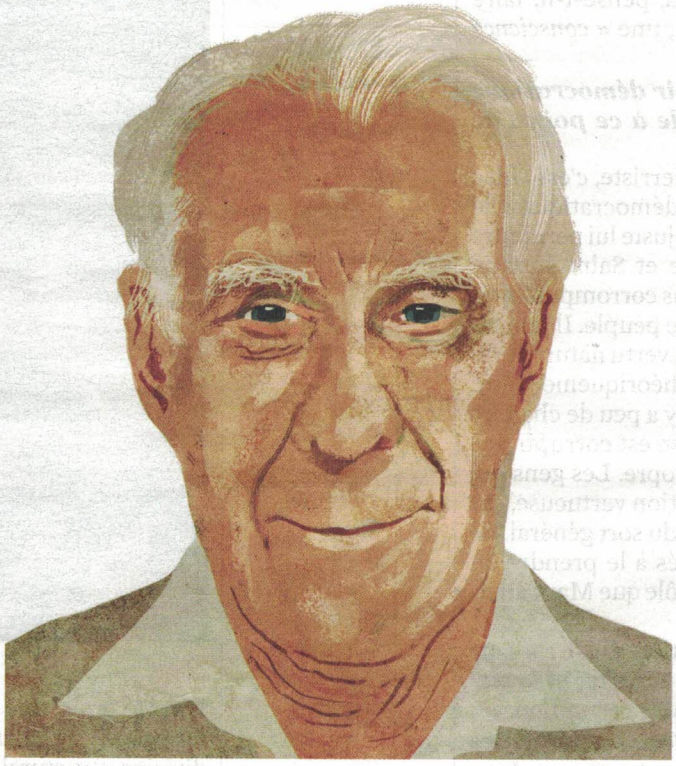
A.B. Oui ! Le second l'a fait oublier. Moi, je ne l'oublie pas. Robespierre est un militant acharné de toutes les libertés. Il défend les protestants, les juifs...

M.G. ... et même la liberté du commerce des images obscènes.

A.B. Il s'attaque à tout ce qui est oppressif. Son rapport à la deuxième séquence est compliqué : il cherche à s'en retirer, de façon récurrente.

A partir de quand s'égare-t-il, devient-il aveugle à ce qui se passe?

M.G. Le moment clé de l'égarement, c'est l'institution du culte de l'Etre suprême. Elle représente l'évitement du problème auquel il se heurte. Plutôt que de penser le pouvoir populaire dans l'élément politique, il tente de le bâtir à partir de la société. Si les citoyens sont « vertueux », la vertu désignant, je l'ai dit, la capacité de s'identifier à l'intérêt général, le problème politique est résolu pour l'essentiel. Le pouvoir n'a plus qu'un besoin très limité de contrainte. Il s'agit donc de promouvoir la vertu. Avec ➽



ALAIN BADIOU,

81 ans, est philosophe et dramaturge. Disciple de Louis Althusser, spécialiste de Platon, il est marxiste et même maoïste assumé. Son libelle à succès « De quoi Sarkozy est-il le nom ? » (Lignes, 2007) le fait connaître du grand public et sa « République de Platon » (Fayard, 2012) a été adaptée par Olivier Py au Festival d'Avignon. Il vient de publier « l'Immanence des vérités » (Fayard), tome 3 de son grand œuvre théorique.

BEPPE GIACOBBE POUR « L'OBS »

le culte de l'Etre suprême, Robespierre va chercher une base sociale à un pouvoir qu'il renonce à définir. C'est le signe qu'il recule. Il ne convainc d'ailleurs personne. Il se coupe de ses amis politiques, qui ne le comprennent plus.

A. B. On est là au cœur du problème. Qu'est-ce que l'émancipation d'une société alors qu'il faut, inévitablement, un pouvoir, au moins pour un temps ? Qu'est-ce que le contrôle d'un pouvoir par le peuple ? Robespierre n'a pas résolu cette question, car il n'était pas encore en état d'avoir la vision communiste de la chose ! Mais il a compris qu'il fallait un minimum d'homogénéité idéologique pour que ceci puisse fonctionner. Si la société est traversée par une conflictualité trop forte, elle ne peut s'unifier pour contrôler l'Etat. Robespierre a compris qu'il fallait créer un référent idéologique qui ne souffre pas de contradiction majeure, et il l'a puisé chez Rousseau : un dieu abstrait, accommodable à toutes les sauces. Comme élément de cette religion civile, on pourra, pense-t-il, faire prospérer un culte de la vertu, une « *conscience publique* », dira Saint-Just.

Peut-on imaginer un pouvoir démocratique quand on mythifie le peuple à ce point, de façon quasi mystique ?

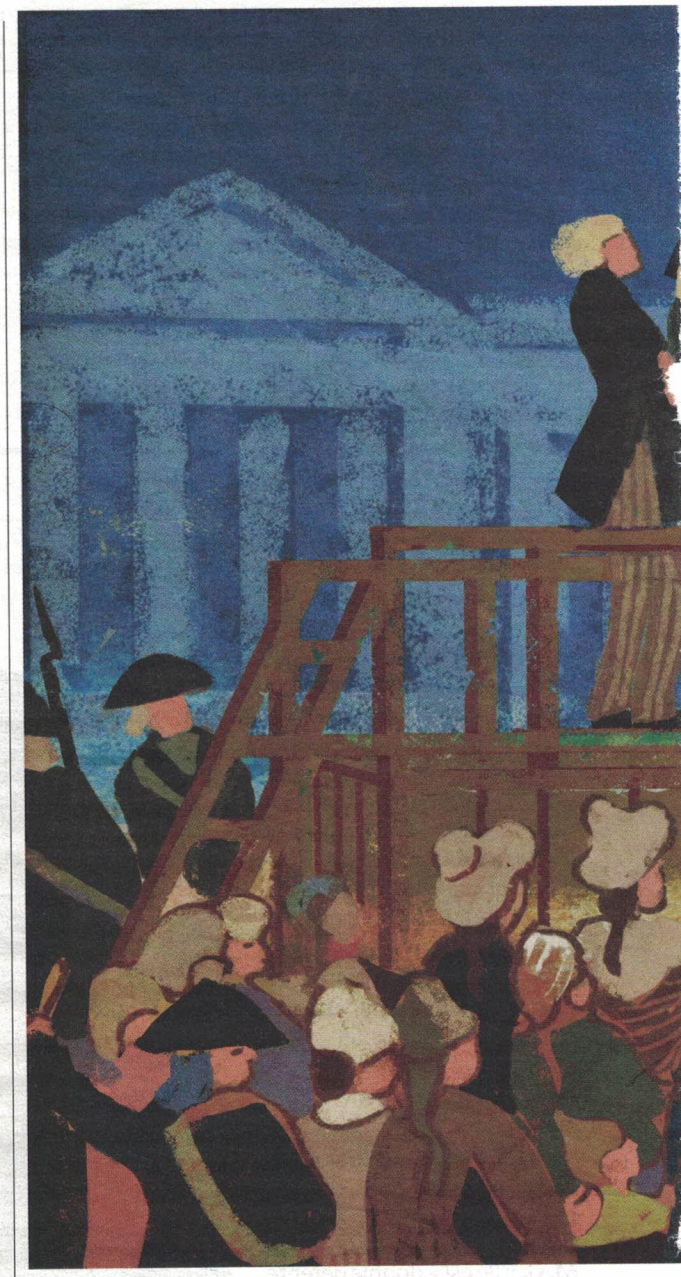
M. G. La mythification robespierriste, c'est l'idée que le sujet de la République démocratique – le peuple – existe déjà et qu'il faut juste lui permettre de se manifester. Robespierre et Saint-Just ne voient autour d'eux que des gens corrompus, intéressés, n'ayant rien à voir avec le peuple. Il faut les écarter puisqu'ils empêchent la vertu naturelle du peuple de s'exprimer. On peut théoriquement être riche et être « peuple », mais il y a peu de chances que ce soit le cas, car la richesse est corruptrice : elle fait préférer son intérêt propre. Les gens qui n'ont rien, eux, ont une disposition vertueuse, car ils savent que leur sort dépend du sort général. Ils sont donc naturellement portés à le prendre en charge. C'est l'anticipation du rôle que Marx attribuera au prolétariat.

A. B. Saint-Just pose la question ainsi : « *Que veulent ceux qui ne veulent ni la vertu, ni la terreur ?* » Sa réponse : « *Ils veulent la corruption.* »

La Terreur est-elle inscrite dans les principes de départ de la Révolution, notamment dans cette idée que le peuple est naturellement vertueux ?

M. G. Elle l'est, mais indirectement. Ces principes ne permettent pas de faire une place à l'adversaire politique : il ne peut être qu'extérieur à l'espace dans lequel s'inscrit le projet révolutionnaire. C'est donc « eux ou nous ».

A. B. La Terreur a été inventée dans le contexte de la Révolution française. Celle-ci a eu, sans hésiter, le courage de nommer la chose. La Terreur a poursuivi son chemin dans d'autres dispositifs révolutionnaires et étatiques, mais tout à fait différents.



Dans le projet des révolutionnaires, la perception du peuple est unanimiste. Ils ne perçoivent pas la division structurelle du peuple. Marx et d'autres prendront, eux, comme point de départ que la société est par essence conflictuelle, divisée en classes.

M. G. Dans la vision des révolutionnaires français, il n'y a pas de classes : tous les individus rationnels de bonne foi devraient être d'accord. Il ne devrait donc pas y avoir d'adversaires politiques.

C'est un déni du réel...

M. G. Bien entendu, et ce déni ouvre la porte à toute une fantasmagorie de l'adversaire. Dans l'analyse marxienne, il est normal qu'il y ait conflictualité, car il y a des classes. Cette division doit être surmontée ; et puisque l'adversaire a tous les

QU'EST-CE QUE L'ÉMANCIPATION D'UNE SOCIÉTÉ ALORS QU'IL FAUT, INÉVITABLEMENT, UN POUVOIR, AU MOINS POUR UN TEMPS?

moyens de la force à sa disposition, seule une violence supérieure peut en venir à bout. Dans les deux cas, on justifie la violence exterminatrice au nom d'une vision fausse de ce qu'est la conflictualité politique. Dans le cas de la Révolution, elle est « impensable » ; dans la vision marxienne, elle est durcie jusqu'à l'hyperbole. La vision stalinienne va plus loin : même lorsque l'adversaire est vaincu politiquement, il continue d'exister socialement. La bourgeoisie renaît à l'intérieur de la révolution. D'où la terreur prolongée qu'on a observé en Russie ou en Chine.

A. B. C'est une logique nécessaire, car la transformation de la société est un long processus. En Occident, l'abolition apparente de la violence politique, certes toujours prête à resurgir, a été obtenue par l'élaboration d'un système pacifique de représentation, censé incarner la division. Au lieu de s'égorger, les gens discutent. Mais c'est une imposture, comme Rousseau l'avait déjà identifié. Car la démocratie représentative laisse ouverte la possibilité d'être monopolisée par des groupes intéressés, et non par la « conscience publique ». Aujourd'hui, les démocraties occidentales tolèrent des inégalités monstrueuses, permises par la propriété privée. Ce n'est pas un système « vertueux ». Avec un peu de redistribution, on crée une classe moyenne, et on obtient une stabilité relative. Désormais, le maintien des privilèges de la classe moyenne est menacé par une situation mondiale modifiée. On en voit les effets : le système de représentation est mis en péril, le symptôme étant la poussée de nationalismes fascisants. Le régime parlementaire, c'est en réalité le système très ingénieux de la corruption. N'oublions pas le dernier mot de Robespierre : « *La République est perdue. Les brigands triomphent.* » Il ne croyait pas si bien dire.

M. G. A vous écouter, je revis ma jeunesse ! J'ai l'impression de relire « l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme » [de Lénine]... Ma lecture de l'histoire est très différente. Je suis attaché à la dimension pacificatrice de la démocratie représentative, le seul système qui admette les divisions au sein du peuple, qui permette un accord sur les désaccords. L'expression des contradictions de la société, associée au principe de la redistribution, a produit de considérables progrès sociaux et politiques. Un précaire, aujourd'hui, n'est pas un indigent dans le Paris de 1794 ! C'est un système hautement perfectible, mais je n'en vois pas d'autre. La construction des démocraties n'a que deux siècles, ce qui est très peu à l'échelle historique. Et leur bilan me rend confiant dans leur plasticité, leur capacité à s'adapter. Certes, nous entrons dans une période de crise qui s'annonce très profonde. Nous n'en sommes qu'aux prodromes...

A. B. ... oui, aux prodromes !

M. G. Nos régimes vont devoir faire un considérable effort d'imagination politique pour répondre à une situation qui, pour le moment, les dépasse et risque même de les écraser. Mais à l'aune de ce que nous avons déjà expérimenté par le passé, un progrès considérable du mouvement démocratique me semble parfaitement imaginable. Car c'est toujours face aux menaces qu'on avance. ■

(1) « Robespierre, l'homme qui nous divise le plus », Gallimard.

(2) Philosophie Edition, réédition poche Flammarion Champs, 2016.

BEPPE GIACOBBE POUR « L'OBS »